SOMMET DU 13 JUILLET À PARIS

Belkhadem n'exclut pas la présence de Bouteflika

***Abdelaziz Bouteflika participera-t-il au sommet qui lancera l'Union pour la Méditerranée le 13 juillet prochain à Paris ? Oui ! Du moins à se fier à la réponse de Abdelaziz Belkhadem à une question à propos dans une interview qu'il a accordée, hier mercredi, au quotidien français* Le Monde.**

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Je ne peux pas m'avancer, mais le président Bouteflika nous a toujours habitués à être là quand l'Algérie doit être représentée à son plus haut niveau.» Relancé sur la question, le chef du gouvernement ajoutera, tout aussi prudemment : «Je dis qu'il n'est pas exclu que le président Bouteflika vienne à Paris pour ce sommet.» Mais s'agissant de l'objet même du sommet, Belkhadem se montrera moins circonspect et exprime, crûment, les réserves de l'Algérie par rapport au projet de Sarkozy : «L'Algérie est favorable à toute initiative qui rapprocherait les deux rives de la Méditerranée. Mais celle qui nous a été exposée en 2007 par le président Sarkozy n'est plus celle qui nous est présentée aujourd'hui.» Il s'explique : «Initialement, il s'agissait des seuls pays de la Méditerranée. L'objectif était de construire une union du même type que l'Union européenne, avec des projets à géométrie variable. Aujourd'hui, c'est une Union pour la Méditerranée, et non plus une Union méditerranéenne et son contenu reste flou.» Belkhadem enfonce encore le clou : «Cette union regroupe 44 pays et s'intègre fidèlement dans le processus de Barcelone, qui nous a déçus. Sur les trois volets — politique, économique et humain — il n'y a guère eu d'avancées.

Sur le plan humain, les choses se sont même dégradées, à la suite des mesures prises par les Etats de l'Union européenne, après le 11 septembre 2001.

Et la France se limite à mettre en relief l'amélioration des conditions matérielles de délivrance des visas, sans préconiser des mesures tangibles pour mettre fin aux restrictions et discriminations auxquelles sont soumis les ressortissants algériens.» Puis, enfin l'argument décisif et qui, vraisemblablement, scelle définitivement le refus algérien.

«J'ajouterai, enfin, que si l'Algérie est favorable à une union de projets à géométrie variable, il ne faut pas que ces projets soient une couverture pour une normalisation rampante avec Israël.» Belkhadem confirme, là, publiquement, ce que tout le monde sait depuis la dernière visite d'Etat de Sarkozy en Algérie : entre Alger et Paris, les relations sont revenues à leur plus bas niveau.

Difficile, en effet, de ne pas le constater depuis quelques mois, et ce, en dépit du défilé de visites officielles de hauts responsables des deux côtés.

A l'origine de ce froid, les réserves de Sarkozy quant au souhait de Bouteflika de voir Paris le soutenir pour un troisième mandat.

Que l'on se rappelle d'ailleurs la fameuse campagne «d'exhortation collective», priant Bouteflika de procéder à une révision de la Constitution et de se présenter pour un troisième mandant, qui avait «subitement» pris le départ pendant le dernier séjour de Sarkozy en Algérie, fin 2007. La prochaine visite du Premier ministre français en Algérie, François Fillon, prévue les 21 et 22 juin en cours, fera-t-elle baisser la tension entre les deux chefs d'Etat ? Belkhadem profite, en tout cas, de l'opportunité que lui offre *Le Monde* pour relancer l'objet du litige. Evoquant, en effet, la question de la révision de la Constitution, Belkhadem, affirmatif, lancera : «De mon point de vue, cette révision aura lieu, c'est une question de temps (…) Ce verrou de deux mandats nous paraît antidémocratique. C'est au peuple de décider s'il veut redonner sa confiance au président pour un troisième mandat. Nous sommes favorables à une élection présidentielle sans exclusion.

A l'heure actuelle, c'est le président qui souffre d'exclusion en raison de cette limitation à deux mandats.»

K. A.

DEUX DIRECTIONS POUR AL IRCHAD OUAL ISLAH

Vers un remake de l'affaire El Islah !

L'association El Irchad Oual Islah est au bord de l'explosion. Elle se retrouve comme ce fut le cas pour le MRN (El-Islah), il y a une année, avec deux directions nationales à la suite de la tenue de deux congrès distincts la semaine dernière. Et ce sera, encore une fois, Yazid Zerhouni qui tranchera ce dossier.

L'un des fers de lance du mouvement intégriste en Algérie, cette association «caritative» est en fait une association écran via laquelle le mouvement des Frères musulmans égyptiens a infiltré durablement le paysage politique national depuis les années 1970.

Agréé dès décembre 1989, El Irchad Oual Islah n'aura été en fait que la plateforme idéologique qui donnera naissance, en 1991, à la branche Algérie de l'Internationale islamiste : Hamas.

C'est dire les liens organiques qui lient El Islah à Hamas, l'actuel MSP de Aboudjerra Soltani. Dotée d'une logistique impressionnante grâce aux «donateurs» islamistes algériens et étrangers, mais aussi grâce à la générosité et à la complaisance du pouvoir, cette richissime organisation — comme sa sœur jumelle de l'UGEL — est un véritable instrument de conquête politique.

Tellement redoutable que ce sera à visage découvert que le patron du MSP lance son assaut pour récupérer El Islah. Au point de susciter un congrès parallèle à l'organisation et d'adouber ouvertement Nacereddine Cheklal, un cadre du MSP qui lui est proche, et qu'il veut substituer au président sortant, Aïssa Bellakhdar.

Photo : New Press

Bellakhdar s'est plaint du comportement de la direction du MSP.

Ce dernier était venu d'ailleurs à la Maison de la presse Tahar-Djaout où il a animé une conférence de presse et s'est plaint publiquement du comportement de Aboudjerra et de la direction du MSP. «Nous comptions tenir notre assemblée générale à Boumerdès (…) mais à la veille de ce rendez-vous, au soir, nous avons reçu un appel de la wilaya nous signifiant que, faute d'autorisation, nous ne pouvons tenir cette AG», dira le conférencier avant de s'interroger : «Depuis quand l'administration travaille-t-elle la nuit ?» C'est après ce contre-temps, en tout cas, que l'équipe de Bellakhdar s'était rabattue sur un centre à Birkhadem.

«Et c'est là que les agresseurs ont fait leur assaut» !

Des agresseurs que l'orateur nomme et dénonce : les responsables du MSP, à leur tête Aboudjerra Soltani. Ministre d'Etat, ce dernier, qui a eu raison de ses adversaires lors du dernier congrès du MSP, réussira-t-il à parachever sa victoire en délogeant ces mêmes adversaires de la tête d'El Irchad Oual Islah ? La réponse, c'est un autre ministre d'Etat qui la détient : Yazid Zerhouni…

K. A.

QUALIFIANT LA LOI DOMANIALE DE «DÉCLARATION DE GUERRE»

Hanoune demande à Bouteflika de vérifier sa constitutionnalité

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) ne décolère pas contre la loi domaniale adoptée récemment par les députés. Louisa Hanoune lance un appel aux sénateurs afin qu'ils rejettent le texte et appelle le président de la République à saisir le Conseil constitutionnel pour vérifier la conformité des dispositions qui y sont incluses avec la Constitution.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- C'est en bloc que Hanoune rejette le texte qu'elle qualifie de «véritable déclaration de guerre».

Comme il l'avait fait auparavant, son parti compte lancer une campagne de signatures pour dire non au texte «plus grave que la première mouture de la loi sur les hydrocarbures».

Après avoir demandé sans succès au président de l'APN de saisir le Conseil constitutionnel, Hanoune met tous ses espoirs sur les sénateurs et le président de la République.

Expliquant la gravité du texte, le numéro un du Parti des travailleurs a indiqué hier que ce texte légalisait «le démantèlement de l'Etat», ajoutant : «Il ne peut y avoir d'Etat sans propriété collective. C'est l'unité du pays qui est en jeu. Ce sont les biens des Algériens qui vont être vendus sous couvert d'investissements. Le peuple doit impérativement savoir que des députés ont cautionné cela.» Visiblement frustrée de ne pas pouvoir saisir le Conseil constitutionnel, Hanoune a plaidé pour l'élargissement du droit de saisine.

En «état d'alerte» depuis l'adoption du texte en question, le PT a réuni hier son comité central en session ordinaire pour préparer la tenue du conseil national prévue aujourd'hui et vendredi. Au menu de cette réunion, l'évaluation de la situation politique et des considérations internes telles que le bilan financier ou la restructuration du parti à travers les wilayas. Au premier plan des préoccupations du parti, la question des luttes des travailleurs et la situation de l'agriculture.

Les groupes de travail, qui ont planché hier sur ces problématiques, présenteront leurs synthèses aujourd'hui et vendredi.

A l'ouverture des travaux du comité central, Hanoune, qui a réitéré les positions du PT par rapport aux privatisations, ne s'est pas gênée pour tirer à boulets rouges sur Abdelhamid Temmar et sur la politique de privatisations. Evoquant le projet de l'Union pour la Méditerranée, Hanoune a indiqué que «l'Algérie n'avait rien à y gagner.

Ce projet ne vise qu'une seule chose, pousser l'Algérie à aller vers la normalisation avec Israël et de s'accaparer le marché de la rive sud qui compte pas moins de 75 millions de consommateurs».

N. I.